Corrigé et barème – le XVIIIe siècle, expansions, Lumières et révolutions : grand commerce, traite et esclavage, Lumières, révolutions américaine et française, Napoléon et l'Empire — niveau ★

Durée : 55 min – Sans document – Sur 20 points · Histoire 4e

Exercice 1 – Le mot juste *(4 pts)*

a) L'**assurance maritime** (0,5 pt). Exemple : à **Nantes**, presque tous les longs voyages sont assurés ; elle évite la faillite au négociant dont le navire fait naufrage ou est pris par des corsaires. (0,5 pt) (1)

b) La **pacotille** (0,5 pt). Exemple : des **indiennes** embarquées à **Nantes**, premier port négrier de France, sur le premier côté du commerce triangulaire, puis échangées contre des captifs à Gorée, Ouidah ou Loango. (0,5 pt) (1)

c) Un **salon** (0,5 pt). Exemple : celui de **Mme Geoffrin**, rue Saint-Honoré (de 1749 à 1777), qui reçoit les gens de lettres le mercredi et aide à financer l'*Encyclopédie* ; ou ceux de Mme du Deffand et de Julie de Lespinasse. (0,5 pt) (1)

d) Le **suffrage censitaire** (0,5 pt). Exemple : la **Constitution de 1791** ne fait voter que 4,3 millions de « citoyens actifs » sur environ 7 millions d'hommes adultes ; ou la Constitution de l'an III (1795), celle du Directoire. (0,5 pt) (1)

Astuce — un mot d'histoire s'apprend avec un exemple précis : « pacotille » va avec Nantes et le commerce triangulaire, « salon » avec Mme Geoffrin, « suffrage censitaire » avec la Constitution de 1791. Sans exemple, la réponse ne rapporte que la moitié des points.

Exercice 2 – Dates et siècles *(4 pts)*

a) **1757** (le 23 juin), au **XVIIIe siècle** : c'est le début de la domination britannique en Inde. (0,5 pt pour l'année, 0,5 pt pour le siècle) (1)

b) **1789** (le 20 juin), au **XVIIIe siècle** : c'est la révolution juridique, le pouvoir passe du roi à la nation. (0,5 + 0,5 pt) (1)

c) **1800** (en janvier), encore au **XVIIIe siècle** : le XIXe siècle ne commence qu'en 1801. (0,5 + 0,5 pt) (1)

d) **1807**, au **XIXe siècle** : la traite est interdite, mais l'esclavage ne sera aboli dans les colonies britanniques qu'en 1833. (0,5 + 0,5 pt) (1)

Piège — 1800 appartient encore au XVIIIe siècle (le XIXe commence en 1801) : la Banque de France, création du Consulat, date donc du XVIIIe siècle, même si l'on range souvent Napoléon au XIXe. On calcule le siècle de chaque date.

Exercice 3 – Vrai ou faux ? Justifie *(5 pts)*

a) **Faux** (0,5 pt). L'Asie désire peu de produits européens : les compagnies paient surtout en **argent métal**, venu des mines d'Amérique ; à Canton, les marchands chinois n'acceptent guère d'autre paiement. (0,5 pt) (1)

b) **Faux** (0,5 pt). Seul **Rousseau** (*Du contrat social*, 1762) confie la souveraineté au peuple entier ; Voltaire se méfie du peuple et préfère un bon roi éclairé ; Montesquieu veut une monarchie modérée par des corps intermédiaires, la noblesse et les parlements. (0,5 pt) (1)

c) **Faux** (0,5 pt). Le premier projet est écrit par **Thomas Jefferson**, planteur de Virginie, pour un comité de cinq membres (avec John Adams et Franklin) ; Washington, lui, commande l'armée continentale depuis juin 1775. (0,5 pt) (1)

d) **Vrai** (0,5 pt). Le **20 septembre 1792**, l'état civil (naissances, mariages, décès) est confié aux municipalités et non plus aux curés, et le divorce est autorisé. (0,5 pt) (1)

e) **Faux** (0,5 pt). Depuis février 1800, le préfet est **nommé** par le Premier consul, comme les maires : les administrations élues disparaissent, c'est la centralisation. (0,5 pt) (1)

Méthode — pour justifier, on ne recopie pas la phrase à l'envers : on apporte le fait exact du cours (avec quoi on paie en Chine, qui a écrit le texte, qui choisit le préfet).

Exercice 4 – Étude de document — Les notes d'un négociant de Bordeaux *(4 pts)*

a) Le **traité de Paris** (10 février 1763), qui termine la **guerre de Sept Ans** contre la Grande-Bretagne (0,5 pt). La France garde la Martinique, la Guadeloupe et Saint-Domingue : pour un négociant, les îles à sucre comptent bien plus que les fourrures du Canada. (0,5 pt) (1)

b) Le **commerce en droiture** : l'aller-retour direct entre un port de France et les îles, sans passer par l'Afrique (0,5 pt). La **réexportation** : les produits coloniaux ne sont pas consommés en France mais revendus vers l'Europe du Nord, ici Hambourg. (0,5 pt) (1)

c) **Yorktown** (19 octobre 1781), où le général britannique Cornwallis capitule (0,5 pt). Chefs français : **Rochambeau**, qui assiège la ville avec Washington, et l'amiral **De Grasse**, dont la flotte ferme la baie de Chesapeake (La Fayette accepté). Naissent les **États-Unis**, reconnus par le traité de Paris de 1783. (0,5 pt) (1)

d) **Toussaint Louverture**, ancien esclave devenu général ; Boukman a lancé l'insurrection (22-23 août 1791) (0,5 pt). Ce sont les insurgés qui poussent la République à abolir : en 1793, les commissaires Sonthonax et Polverel proclament l'abolition dans la colonie, et le 4 février 1794 la Convention l'étend à toutes les colonies françaises. (0,5 pt) (1)

Erreur fréquente — croire que la Convention abolit l'esclavage par seul idéal : l'abolition suit la révolte des esclaves de Saint-Domingue. Dans un document, on cherche toujours ce qui s'est passé juste avant une décision.

Exercice 5 – Qui suis-je ? *(3 pts)*

a) **Olaudah Equiano** (0,5 pt) : il publie son récit en **1789** ; ou il rachète sa liberté en 1766, ou il est enlevé vers 1756. (0,5 pt) (1)

b) **Sieyès** (0,5 pt) : il publie *Qu'est-ce que le tiers état ?* en **janvier 1789** ; ou il aide Bonaparte lors du coup d'État du 18 Brumaire (9 novembre 1799). (0,5 pt) (1)

c) **Wellington** (0,5 pt) : il bat Napoléon à **Waterloo**, le **18 juin 1815**. (0,5 pt) (1)

Astuce — dans un « Qui suis-je ? », chaque indice réduit les possibilités : « Barbade » et « traite » désignent un ancien esclave, « tiers état » et « Directoire » un révolutionnaire de 1789 à 1799, « Blücher » la dernière bataille de Napoléon.

Ce document est la propriété intellectuelle de Ben, professeur particulier (benprofparticulier.fr), protégée par le Code de la propriété intellectuelle (art. L. 111-1 et L. 122-4). Il est mis à disposition pour un usage personnel de révision. Toute reproduction, diffusion, mise en ligne ou revente, totale ou partielle, sans autorisation écrite est interdite et constitue une contrefaçon (art. L. 335-2).